

## LES FAITS MARQUANTS DE LA GTEA 2: LUNDI 9 JUILLET 2007

La deuxième réunion du Groupe de travail sur l'examen de l'application (GTEA 2) de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) s'est ouverte lundi au siège de l'UNESCO, à Paris, France. Les délégués se sont réunis en séance plénière pour entendre les déclarations liminaires, traiter les questions d'organisation et examiner les questions touchant à la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la biodiversité (SPANB) et les domaines prioritaires en matière de renforcement des capacités.

### PLENIERE

Le président du GTEA, l'ambassadeur Antônio José Rezende de Castro (Brésil), au nom du Président de la CdP, Marina Silva, a appelé les délégués à réaffirmer leur engagement en faveur de la concrétisation des trois objectifs de la CDB et de l'objectif de 2010 relatif à la biodiversité et à conclure les négociations autour d'un régime international sur l'accès et le partage des avantages (APA) avant la CdP 10. Il a invité la GTEA 2 à: déterminer les progrès accomplis dans l'application de la Convention; renforcer la mise en œuvre par toutes les parties; et s'assurer que les pays en développement ont accès aux ressources financières, humaines et techniques nécessaires.

Evoquant les interconnexions entre la biodiversité et les changements climatiques, le secrétaire exécutif de la CDB, Ahmed Djoghlaif, a accueilli avec satisfaction l'engagement renouvelé des dirigeants du G8 à la réalisation de l'objectif de 2010 relatif à la biodiversité, appelant à des mesures permettant de contre-agir aux prédictions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique sur l'érosion de la biodiversité, due au changement climatique. Il a encouragé les délégués à la GTEA 2, à institutionnaliser la nouvelle phase de la CDB de mise en œuvre améliorée, par exemple, en utilisant les SPANB comme vecteurs pour l'intégration des considérations de la biodiversité dans les stratégies de développement. Accueillant avec satisfaction la participation du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), il a souligné le besoin de ressources financières supplémentaires pour la mise en application.

Walter Erdelen, directeur général adjoint chargé des sciences naturelles, a mis en relief trois points cruciaux pour la mise œuvre de la CDB, à savoir: la communication, la sensibilisation et la conscientisation du public dans l'intégration des messages de la Convention; l'application universelle de l'approche par écosystème (AE); et les partenariats visant à renforcer la coopération.

Faisant état de l'intention du FEM de revitaliser le dialogue avec la CDB, la présidente directrice générale du FEM, Monique Barbut, a souhaité voir les engagements en faveur de la biodiversité égaux ceux en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Elle a parlé aussi des récentes réformes approuvées par le Conseil du FEM, dont, notamment: un cycle de projet plus court et plus efficace; un programme de partenariats publics-privés; et un secrétariat restructuré pour faciliter l'intégration chez les correspondants.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Les délégués ont élu Mary Fosi (Cameroun) rapporteur de la réunion et ont adopté l'ordre du jour et organisation des travaux (UNEP/CBD/WG-RI/2/1 et Add.1), avec un amendement suggéré par le CANADA et d'autres, concernant la séquence des points de l'ordre du jour.

**ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN APPLICATION DES SPANB:** Le président Rezende de Castro a introduit les documents pertinents portant sur l'état d'avancement des SPANB et de leur mise en œuvre, la fourniture de ressources, et la détermination des obstacles (UNEP/CBD/WG-RI/2/2, Add.1, et INF/1, 4, 7, and 9).

Le Portugal, au nom de l'UE, a appelé à l'amélioration des échanges de données et de la communication des résultats pour mieux comprendre l'impact des SPANB, et a mis en exergue les outils régionaux pour la promotion de la mise en œuvre. Il a appelé également à l'intégration des préoccupations de la biodiversité dans l'élaboration de la coopération et l'intégration des conclusions de l'Evaluation du millénaire relative aux services des écosystèmes lors de la révision des SPANB. La SUISSE a qualifié le manque d'intégration de la biodiversité dans les secteurs de développement comme principale barrière entravant la mise en œuvre, appelant à un mécanisme pour l'évaluation économique de la biodiversité, et les mesures d'encouragement économiques. Appuyé par la NORVEGE, le délégué a également proposé un mécanisme volontaire de revue par les pairs pour les SPANB. L'INDE a recommandé une planification cyclique de la biodiversité et des mises à jour périodiques des SPANB, pour y intégrer l'objectif de 2010 en matière de biodiversité et, avec la THAÏLANDE, l'AE.

Plusieurs pays en développement ont déploré l'inadéquation des ressources financières, des capacités et des technologies pour l'évaluation et la mise en œuvre des SPANB. L'ARGENTINE a souligné le besoin d'obtenir des ressources nouvelles et supplémentaires, nationales et internationales, pour la mise en œuvre et KIRIBATI a proposé une recommandation dans ce sens, à la CdP 9. Le MEXIQUE a appelé les initiatives à appliquer le Consensus de Monterrey sur le financement du développement. Le YEMEN a suggéré que le financement des décisions devrait être fondé sur les considérations de réduction de la pauvreté, appelant à la participation de la société civile et, avec le QATAR, à l'utilisation des ressources financières et humaines locales. Faisant état de sa dépendance de l'expertise étrangère, le délégué des MALDIVES a accordé une priorité au renforcement des capacités humaines dans les pays en développement et des PEID.

L'EQUATEUR a souligné l'importance du renforcement des liens avec le FEM et d'autres conventions. SAINTE LUCIE a fait part de ses réserves quant au financement réduit disponible pour les PEID dans le nouveau Cadre d'affectation des ressources du FEM, encourageant une plus grande prévisibilité des fonds.

Le BRÉSIL a proposé que le secrétariat de la CDB établisse un dépositaire des SPANB, fasse en sorte que les données soient en ligne et établisse un mécanisme de consultation à travers le mécanisme d'échange d'informations (MEI). Appuyé par l'Australie et d'autres, le délégué a souligné le besoin de soutenir les parties dans l'élaboration et la revue des SPANB. Avec la COLOMBIE et la TANZANIE, il a également appelé à la pleine intégration des APA dans les SPANB. HAÏTI a attiré l'attention sur les conflits armés en tant que barrières entravant la mise en œuvre.

L'INDONESIE a souligné l'importance des objectifs nationaux dans la mise en œuvre des SPANB, et le MALAWI, le besoin d'une coopération régionale et sous-régionale; Tous deux ont souligné la communication, la sensibilisation et la conscientisation du public pour l'intégration des préoccupations en biodiversité et, l'amélioration de la volonté politique. La TUNISIE a remis en question le besoin d'élaborer des plans d'action locaux et sous-régionaux. La MALAISIE a souligné l'importance de la conscientisation des responsables politiques au niveau local. La CHINE, le CANADA, l'EQUATEUR et d'autres ont plaidé pour le partage des expériences.

Plusieurs parties ont présenté des rapports sur l'élaboration et la mise en application des SPANB, Soulignant la nécessité de les mettre à jour de manière à rendre compte, entre autres, de l'AE, de l'objectif de 2010 et des considérations touchant aux changements climatiques. La ZAMBIE et d'autres ont fait état de l'inadéquation des capacités nationales pour l'élaboration d'un cadre juridique. L'ETHIOPIE a présenté l'absence de prise de conscience au niveau local, les lacunes en matière de connaissances et les dispositions institutionnelles faibles comme autant d'obstacles entravant la mise en œuvre des préoccupations de la biodiversité. L'OUGANDA a apporté son appui au renforcement de ces dispositions, y compris, à travers des comités consultatifs des parties prenantes nationales. Le TCHAD a proposé de prendre en considération l'accès au, et le partage des avantages touchant au savoir traditionnel dans les SPANB.

Mettant en exergue l'approche "Une des Nations Unies," la NORVEGE a encouragé la FAO et le PNUD à apporter leur contribution à la mise en œuvre des SPANB. La FAO a suggéré la coopération dans la mise en œuvre du Traité international sur les ressources phylogénétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture, comme contribution à la réalisation des objectifs de la CDB. La CONVENTION SUR LES ESPECES MIGRATRICES a parlé des efforts fournis pour aider les parties dans l'intégration des dispositions relatives aux espèces migratrices dans les SPANB.

Signalant que les communautés autochtones savent beaucoup de choses sur la biodiversité et peu de choses sur la CDB, la FONDATION TEBTEBBA a encouragé la tenue de séminaires régionaux sur la mise en œuvre de la CDB, pour les communautés autochtones. Le FOREST PEOPLES PROGRAMME a souligné qu'une évaluation réaliste des SPANB requiert la participation des communautés autochtones et de la société civile.

**DIRECTIVES CONCERNANT L'ELABORATION, LA MISE EN ŒUVRE ET L'ÉVALUATION DES SPANB:** Le président Rezende de Castro a introduit le document consacré aux directives concernant l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation of NBSAPs (UNEP/CBD/WG-RI/2/3).

Exprimant un large soutien en faveur des projets de recommandations figurant dans le document, Le MEXIQUE et d'autres ont fait état de chevauchements avec ceux appelant à aplanir les obstacles posés à la mise en œuvre des SPANB (UNEP/CBD/WG-RI/2/2/Add.1) et a suggéré la consolidation de ces recommandations. L'UE a souligné l'importance, entre autres, de: la fourniture de directives sur la manière de combler les lacunes de la mise en œuvre; de l'intégration d'un plan de communication dans les SPANB; d'une communication à l'adresse de tous les secteurs de la société; et l'élaboration d'indicateurs de la biodiversité. Le BRESIL a indiqué que les SPANB devraient être fondés sur les principes des déclarations de RIO. La THAÏLANDE a fait état des lacunes constatées sur la mise en application. L'ARGENTINE a demandé de ne pas établir de liste des parties prenantes particulière ou des menaces posées à la biodiversité dans le projet de recommandation. L'OUGANDA a demandé l'intégration des activités sur la restauration des écosystèmes érodés, dans la mise en œuvre des SPANB; l'élaboration de normes pour la mesure des progrès accomplis dans la mise en œuvre régionale et sous-régionale; la fourniture de profits palpables pour les communautés; et l'entreprise d'une valorisation économique de la biodiversité. Le CANADA a accordé une priorité à la détermination des performances, dans l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre.

La MALAISIE a demandé qu'une annexe examinant les décisions concernant la fourniture aux parties de directives concernant les SPANB soit attachée à la recommandation, et a appelé à l'insertion d'un libellé appelant à l'alignement des SPA sur les diverses stratégies touchant à la biodiversité.

Le WWF a favorisé l'utilisation du cadre de planification de la mise en œuvre des "Monts marins" dans l'élaboration et la révision des SPANB. ECOROPA a appelé à la détermination des causes indirectes de l'érosion de la biodiversité. L'UICN a encouragé la prise en compte des questions de parité dans l'élaboration des SPANB.

Un texte révisé sera examiné mercredi.

**DOMAINES PRIORITAIRES RELATIVEMENT AU RENFORCEMENT DES CAPACITES:** Le président Rezende de Castro a introduit les documents portant sur les domaines d'action prioritaires, l'accès et le transfert des technologies et la coopération dans le domaine de la technologie (UNEP/CBD/WG-RI/2/2/Add.1 and INF/2, 3 and 11).

La NOUVELLE ZELANDE a suggéré que les activités de conscientisation et d'intégration devraient être en cohérence avec la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et que le secrétariat travaille en étroite collaboration avec le PNUE et le PNUD. Le GABON a appelé à une plus grande coopération entre les instituts de recherche et à une assistance dans l'établissement des cadres administratif et juridique nécessaires à la mise en œuvre des SPANB.

Le CANADA a mis l'accent sur le transfert des technologies qui créent des synergies dans la mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux (AEM), plaidant pour une meilleure coordination et une implication améliorée des institutions d'exécution. Signalant que la coopération scientifique et technique établie dans le cadre de la CDB, a manqué de créer des capacités de mise en application adéquates, le BRESIL a suggéré l'élaboration d'indicateurs pour le transfert des technologies. Le MEXIQUE a demandé de poursuivre l'examen avant de faire une recommandation à la CdP. L'UE a mis en relief l'analyse des besoins et priorités locaux, les stratégies intégrées nationales et la prise en considération des préoccupations des parties prenantes comme préalables au renforcement des capacités et au transfert des technologies.

Mettant en exergue le rôle critique du secteur privé dans le transfert des technologies et la coopération, La CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE a appelé à: un accès à la technologie facilité; à des cadres juridiques stables; à ce que les gouvernements apportent leur soutien aux programmes et aux investissements; et à des mesures d'encouragement de l'implication de l'industrie.

### **DANS LES COULOIRS**

Une série de réunions du weekend a été organisée en marge de la deuxième réunion du Groupe de travail de la CDB sur l'examen de l'application (GTEA 2) sur une note productive, plusieurs participants ont fait part de leur appréciation des idées stimulantes échangées à l'atelier sur les SPANB et à la session informelle sur l'APA, bien que l'absence des délégués de certains pays très riches en biodiversité à cette dernière ne soit pas passée inaperçue. D'autres ont exprimé l'espoir de voir l'APA être un sujet prioritaire pour le FEM et que l'actuelle période de reconstitution des fonds aboutisse à des développements positifs pour respecter la date butoir de 2010 pour les négociations.

Beaucoup ont prédit que les sujets qui seront sous les projecteurs, cette semaine, seront la stratégie pour la mobilisation des ressources et les directives d'intégration pour le FEM. Avec des directives limitées à l'intention du FEM, provenant actuellement de toutes parts, il est difficile d'établir les priorités où les fonds limités affectés à la biodiversité devraient être dépensés. L'idée d'une réforme de ce processus a été accueillie favorablement par beaucoup, tout comme l'a été l'examen de la manière de traduire les décisions en pratique – ce que plusieurs estiment être une vraie entrave empêchant la réalisation de l'objectif de 2010. De nombreux délégués ont souligné que le GTEA et d'autres organes de la CDB offrent peu d'occasions d'examiner les manières dont l'information reçue à travers l'évaluation des SPANB, peut être traduite en action concrète dans les pays qui connaissent des difficultés avec la mise en application. Un délégué a suggéré que la simple articulation des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre, dans les recommandations, ne réalisera pas le tout premier objectif du GTEA, qui consiste à faire en sorte que la Convention "fonctionne de manière plus intelligente."